

BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 183 / 13 déc 89

ANN INTERNE

Présentation des services ANN.

SOMMET DES PRESIDENTS AU COSTA RICA

Déclaration finale.

ELECTIONS: Le Nicaragua refuse aux Etats-Unis le rôle d'observateur impartial.

LES MANIFESTANTS DE L'UNO TUENT ET PILLENT

Des morts, des blessés, des maisons saccagées: Tel est le bilan de l'UNO en campagne électorale.

LE CONSEIL SUPREME ELECTORAL EST INDEPENDANT SELON LES OBSERVATEURS DE L'OEA

Un rapport qui démontre avec objectivité que les irrégularités sont minimales et que le processus démocratique suit son cours.

CAMPAGNE ELECTORALE: LES PARTIS SUR LE "QUI-VIVE"

Les positions des différents concurrents se précisent et la lutte électorale prend forme.

HONDURAS: LES ELECTIONS AU MILIEU DE LA CRISE ET DE L'INTERVENTION ETRANGERE

La personnalité du nouveau président hondurien ne laisse place à aucun espoir quant à une amélioration de la situation économique et politique du Honduras.

AU SALVADOR, C'EST LE FASCISME QUI GOUVERNE

Qu'est ce qu'un gouvernement fasciste? L'analyse d'Orlando Nuñez démasque les racines du fascisme et sa main-mise sur le gouvernement salvadorien avec la bénédiction des Etats-Unis.

EL SALVADOR: UN CRIME CONTRE L'INTELLIGENCE

Quelques documents qui permettent de mieux connaître la pensée des jésuites assassinés au Salvador.

UNE VERITE MADE IN USA?

Le FBI enquête sur la mort des jésuites aux côtés de la police salvadorienne, tout en ayant sous sa protection aux Etats-Unis l'unique témoin des faits.

ECOLOGIE: Une fondation nicaraguayenne pour la préservation de la nature.

40 P 11481

ANN INTERNE

CHERS LECTEURS, CHERES LECTRICES

L'agence de presse indépendante du Nicaragua ANN essaye de briser le monopole des agences de presse internationales qui contrôlent 80% de l'information dans le monde entier. Mais il est difficile d'avoir sa propre voix car elles ne reçoivent pas de soutien fort en capital.

Depuis 10 ans, l'agence de presse nicaraguayenne offre son service journalier de contre-information. Elle est un projet d'information de la révolution nicaraguayenne et depuis sa naissance il y a quatre ans, l'ANN Europe n'a pas cessé d'expander son service. Maintenant l'ANN vous offre les services suivantes:

Bulletins Hebdomadaires:

Une semaine de nouvelles sur l'Amérique centrale: Un bulletin hebdomadaire en allemand et en français. Vous pouvez commander des exemplaires gratuits: Un abonnement annuel (45 numéros) coûte CHF 135/FF 450 pour individuels, CHF 250/FF 700 pour des comités de solidarité et CHF 350/FF 1000 pour médias avec le droit de publication.

Nouvelles:

Sélection quotidienne de trois dépêches les plus importantes directement par mailbox, télécopie ou télex. En espagnol avec droit de publication. L'abonnement mensuel (90 dépêches): CHF 210/FF 840 par Mailbox GeoNet; CHF 390/FF 1560 par télécopie; CHF 1065/FF 4260 par télex.

Un sujet au choix:

Pas d'avalanche d'informations, mais un sujet précis. Par exemple: Elections au Nicaragua, l'Eglise en Amérique centrale, l'Economie, la Côte atlantique, etc. Du service d'ANN directement sur votre Mailbox, télécopie ou télex. Paiement en avance et distribué selon l'offre existant. Le paquet de 30 dépêches: CHF 195/FF 780 par Mailbox GeoNet; CHF 255/FF 1020 par télécopie; CHF 480/FF 1920 par télex.

Service de photos:

Des photos sur des sujets concrets du Nicaragua. Photos d'actualité comme par exemple des candidats aux élections en février, ou de notre archive. Prix selon les tarifs officiels et frais de transmission.

Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien solidai-

re grâce auquel le projet ANN a pu garantir sa survie pendant quatre ans. Votre soutien est pour nous un geste d'encouragement pour continuer notre travail dans toutes les circonstances, aussi malgré le déménagement dans un bureau un peu improvisé il y a quelques jours.

Nouvelle adresse:

ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA
Postfach 7671
CH-8023 Zürich

Telefon 01-382'04'66
Telex (45)-817'585'158 com ch

Nous cherchons:

Pour notre nouveau bureau nous avons besoin d'installer un troisième ordinateur pour nous quatre. Pour cela nous cherchons un ordinateur PC si possible gratuit, très bon marché ou à prêter pendant le temps d'en trouver un autre. Détails techniques: Système MS-DOS, IBM compatible, au moins 512 KB RAM, evtl. 20 MB Harddisk, Floppy drive disk 5 1/4' ou 3,5'.

Merci beaucoup.

A la prochaine fois votre équipe ANN à Zurich.

Sommet des Présidents

DECLARATION FINALE DU SOMMET CENTRAMERICAIN DU COSTA RICA

Managua, 12 décembre (ANN). Le sommet des présidents, réunis à San Isidro de Coronado (Costa Rica) depuis le dimanche 10, s'est terminé dans la nuit de mardi à mercredi, après une négociation intense et difficile. Nous vous proposons le texte de la déclaration finale.

Les présidents du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, réunis de façon extraordinaire à San Isidro de Coronado (Costa Rica) le 10, 11 et 12 décembre 1989, dans le but d'examiner la délicate situation centraméricaine qui affecte sérieusement le processus de paix, ont ratifié l'accord contenu dans le préambule de la procédure pour l'établissement d'une paix ferme et durable en Amérique centrale (Esquipulas II), spécialement les points par lesquels ils ont assumé pleinement le défi historique de forger un avenir de paix pour l'Amérique centrale en mettant fin à la guerre et en faisant prévaloir le dialogue sur la violence et la raison sur les rancœurs, et se sont mis d'accord à cette fin sur les points suivants:

1) Ils ratifient leur condamnation la plus énergique aux

actions armées et terroristes que réalisent les forces irrégulières dans la région et répètent leur profonde conviction qu'il est impératif de faire prendre conscience aux peuples que l'on doit écarter l'usage de la force et de la terreur pour atteindre des objectifs politiques.

2) Les présidents du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua ont exprimé leur ferme appui au président du Salvador, Alfredo Cristiani, et à son gouvernement, à titre de fidèle démonstration de leur politique invariable consistant à soutenir les gouvernements qui sont l'émanation de processus démocratiques, pluralistes et participatifs.

3) Les présidents du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica soutiennent le gouvernement salvadorien dans son objectif répété de trouver une solution au conflit salvadorien par des moyens pacifiques et démocratiques; dans ce sens, ils réitèrent leur appel véhément au FMLN pour qu'il cesse les hostilités de façon immédiate et effective dans ce pays et qu'il se réintègre au processus de dialogue déjà commencé. De même, ils demandent de façon énergique au FMLN qu'il renonce publiquement à tout type d'action violente qui affecte directement ou indirectement la population civile. Les cinq présidents ont décidé de solliciter le secrétaire général des Nations Unies pour que, faisant tous les efforts qui lui seront possibles, il entreprenne toutes les actions nécessaires afin que soit renoué le dialogue entre le gouvernement du Salvador et le FMLN et contribue ainsi à son succès.

4) Ils signalent que, conformément à la déclaration de Alajuela, Costa del Sol et Tela, les dispositions continuées dans les chapitres I et III du plan conjoint pour la démobilisation constitue un tout commun et indivisible. En conséquence, ils sollicitent de la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) qu'elle entreprenne immédiatement des actions pour la démobilisation du FMLN conformément à la procédure établie dans le plan déjà cité.

5) Les présidents apportent leur soutien au gouvernement nicaraguayen et au président Daniel Ortega afin que les fonds approuvés pour la résistance nicaraguayenne soient remis à la CIAV à partir de la signature du présent accord, dans le but d'exécuter le processus de démobilisation, rapatriement ou réinstallation volontaire au Nicaragua et dans des pays tiers des membres de la résistance nicaraguayenne et de leur famille.

Les présidents lancent un appel à la résistance nicaraguayenne pour qu'elle cesse tout type d'action contre le processus électoral et la population civile, afin que ce processus se déroule dans un climat de normalité conformément aux accords d'Esquipulas II.

6) La mise en marche des processus de démobilisation de la résistance nicaraguayenne et du FMLN constitue

un facteur fondamental pour dépasser la crise que traverse le processus de paix, ce pourquoi ONUCA (force de paix de l'ONU, ou *casques bleus*, note de la traductrice) doit accélérer ses activités pour éviter la livraison d'armes au FMLN et à la résistance nicaraguayenne.

7) Le gouvernement du Nicaragua renouvelle l'offre qu'il avait faite à la résistance nicaraguayenne à Washington, Etats-Unis, consistant à faire les démarches nécessaires pour que ceux qui seraient rapatriés avant le 5 février 1990 puissent s'inscrire afin d'exercer leur droit de vote lors des élections générales du 25 février de la même année.

Le gouvernement nicaraguayen établira immédiatement les contacts nécessaires avec l'ONUCA et la CIAV, afin qu'à partir de la signature du présent accord commence le processus de démobilisation des forces de la résistance nicaraguayenne au Honduras, conformément à ce qu'établissent les accords de Tela.

8) Ils réaffirment l'importance de la coopération internationale comme élément parallèle et indispensable aux efforts politiques de pacification de la région et appellent la communauté internationale à augmenter son soutien. Ils ont souligné que les pays de la région veulent continuer à travailler ensemble dans ce domaine, convaincus que le développement économique et social va de pair avec les efforts pour parvenir à la paix. Ils ont exprimé leurs remerciements pour les progrès obtenus grâce au plan spécial de coopération pour l'Amérique centrale approuvé à cette fin par le PNUD, et remercient également la Communauté Economique Européenne pour sa coopération à partir des accords du Luxembourg.

9) Les présidents centraméricains, conformément aux accords d'Esquipulas II, ont ratifié leur engagement à respecter pleinement les droits de l'homme, comprenant les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels inscrits dans leurs constitutions respectives et dans les accords internationaux qu'ils ont souscrits et ratifiés.

10) Les présidents se sont mis d'accord pour demander au secrétaire général des Nations Unies d'engager les démarches nécessaires pour impliquer plus directement dans les efforts de paix les Etats ayant des intérêts dans la région, dans le cadre des accords d'Esquipulas II et des déclarations postérieures. De même, ils demandent que le mandat d'ONUCA soit élargi afin d'inclure la vérification du processus menant à la fin des hostilités et la démobilisation des forces irrégulières que l'on pourrait décider dans la région.

11) Au vu des événements récents, les présidents ont confirmé qu'il était extrêmement urgent d'achever la mise en place du mécanisme de fonctionnement du groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Amérique centrale (ONUCA) afin d'assurer l'exécution des engagements pris aux alinéas 5 et 6 des accords

d'Esquipulas II.

Dans ce sens, ils ont également décidé de demander au secrétaire général des Nations Unies d'adopter les mesures pertinentes pour accélérer le fonctionnement d'ONUCA, qui devra tenir les présidents centraméricains dûment informés.

12) Les présidents du Guatemala, du Honduras et du Costa Rica, sur la base de l'engagement à chercher des solutions négociées pour régler les conflits nés de la crise centraméricaine, exhortent fraternellement les présidents du Salvador et du Nicaragua à supprimer par la négociation et le dialogue les distances prises par leurs gouvernements et à continuer leurs relations diplomatiques et consulaires.

13) Quant à la plainte déposée par le gouvernement du Nicaragua contre le gouvernement du Honduras auprès de la Cour internationale de justice, pour "actions armées aux frontières et à travers les frontières", les présidents des cinq pays décident de constituer une commission bilatérale qui, dans un délai de six mois à partir d'aujourd'hui cherchera à parvenir à un accord extrajudiciaire concernant ce litige.

Afin de faciliter le travail de cette commission, ils décident également de donner ordre à leurs représentants de communiquer à la cour le présent accord, dont la simple présentation sera suffisante pour établir sa validité auprès de ces autorités.

Les représentants devront également demander à la cour de repousser au 11 juin la date à laquelle sera fixé le délai dont disposera le Honduras pour présenter son contre-rapport.

De même, au cas où à la date prévue aucun accord extrajudiciaire ne serait intervenu, les présidents décident que les représentants de l'un ou l'autre des pays demandent à la cour que le délai concédé au gouvernement hondurien pour présenter son contre-rapport soit fixé à six mois.

Les présidents centraméricains remercient le peuple et le gouvernement du Costa Rica de leur hospitalité et remercient les hommes et les femmes qui par leur travail ont contribué au bon déroulement de cette réunion. Conformément à ce qui avait été prévu et fermement convaincus que ces accords seront appliqués, les présidents sont convenus de se retrouver au cours du premier trimestre 1990 pour la réunion ordinaire prévue à Managua, au Nicaragua.

San Isidro de Coronado, le 12 décembre 1989

Oscar Arias, Alfredo Cristiani, Vinicio Cerezo, Jose Ascona et Daniel Ortega.

LE NICARAGUA REFUSE AUX ETATS-UNIS LE ROLE D'OBSERVATEUR IMPARTIAL

Managua, 1 décembre (ANN). Le gouvernement du Nicaragua a refusé à Washington le statut d'observateur impartial dans le processus électoral en cours, pour protester contre la poursuite de "l'aide humanitaire" étasunienne à la Contra.

C'est le ministre de l'extérieur, Miguel D'Escoto, qui a rendu publique une note officielle informant que la décision de la Maison blanche et du congrès américain de poursuivre leur soutien financier aux contras sabote les accords des présidents centraméricains relatifs à la démobilisation des mercenaires qui se trouvent au Honduras.

En effet, il y a six mois, les Etats-Unis avaient déjà approuvé une aide de 30 millions de dollars pour la Contra. Son versement était conditionné au résultat du réexamen de la situation régionale en novembre, en fonction duquel cette aide serait reconduite ou bien pourrait être affectée au processus de pacification. Mais les congressistes américains ont décidé hier de continuer à verser les fonds à la Contra, ce qui empêche, a dit M. D'Escoto, de qualifier d'*impartiale* la commission d'observateurs électoraux que le président Bush prétendait nommer pour assister aux élections de février.

"Au lieu de démobiliser les contras, le congrès américain a donné le feu vert pour tous les réembaucher", a dit le ministre nicaraguayen, en soulignant que Washington a aussi approuvé 9 millions de dollars pour la campagne électorale de l'*Union nationale d'opposition*, coalition pro-américaine, dont la candidate, Violeta Barrios de Chamorro, a été considérée par Bush lui-même comme candidate des Etats-Unis.

"Prétendre acheter l'élection d'un candidat en continuant à aider les contras et prétendre en même temps se faire accepter comme observateurs impartiaux à nos élections sont deux choses absolument incompatibles", souligne la note officielle.

Le document signale plus loin: "Personne au monde ne pourra faire croire au peuple nicaraguayen que Bush, ou une commission nommée par lui, puisse être impartiale".

M. D'Escoto ajoute que "jamais un Etat souverain n'avait soumis ses élections à tant d'observation. Il ne s'agit pas d'un hasard, mais de la conséquence d'une décision politique, qui n'a pas de précédent au monde, puisque le gouvernement du Nicaragua a invité les Nations unies, l'OEA et l'ex-président Carter à être observateurs officiels durant tout le processus électoral. De façon unilatérale, la Maison blanche avait annoncé récemment qu'elle nommerait sa propre commission d'observateurs, indé-

pendamment des organismes internationaux invités, qui ont commencé leur travail depuis déjà deux mois.

LES MANIFESTANTS DE L'UNO TUENT ET PILL-LENT

Managua, 11 décembre, (ANN). 1 mort, 15 blessés, 2 maisons saccagées, plusieurs véhicules détruits (dont un appartenant au fonds des Nations Unies pour l'alimentation (FAO): Tel est le triste bilan d'une manifestation organisée le dimanche 10 décembre par l'Union nationale d'opposition (UNO), à Masatepe (à 50 km au sud-est de Managua). Les quelques 300 manifestants de l'UNO sont arrivés au meeting armés de gourdins et d'armes blanches, portant des bidons d'essence et des mèches incendiaires.

Ils ont poignardé le jeune Manuel Guevara et blessé 15 personnes, dont des enfants et des vieillards. Ils ont commencé par agresser les gens qui ne participaient pas au meeting ou ceux qui portaient des t-shirt imprimés de slogans du FSLN. Ensuite, ils ont saccagé les maisons de Francisco Blanco, technicien de la FAO et de Rosibel Garcia et Rozaida Ruiz.

Le centre de développement de l'enfant (CDI) et le local municipal du FSLN ont été également mis à sac. Les activistes de l'UNO ont poursuivi leurs méfaits dans l'église catholique et dans le parc central.

Les observateurs internationaux, présents au Nicaragua pour vérifier la limpidité du processus électoral, ont fait appel à la police, et l'ordre est revenu.

Mais sur le chemin du retour, un groupe d'activistes de l'UNO a agressé et blessé gravement deux jeunes qui roulaient en motocyclette.

On a appris que des militants de l'UNO avaient rendu visite à la mère du jeune assassiné, Hilda Calero, en début d'après-midi; ils lui ont annoncé que son fils avait été tué par les Sandinistes et lui ont également proposé de l'argent qu'elle a vivement refusé. Hilda Calero a déclaré que son fils, sympathisant du FSLN, avait reçu des menaces physiques. Elle a ajouté: "Dans cette maison, nous sommes tous sandiniste".

D'autres incidents avaient également lieu à Camoapa, lors d'un meeting présidé par la candidate de l'UNO Violeta Barrios. Les manifestants ont déchiré les affiches du FSLN et frappé à coups de pied contre les portes des domiciles de Sandinistes connus.

Au cours du meeting, un des manifestant de l'UNO s'est adressé à Violeta Barrios pour déclarer que "beaucoup de contras" n'avaient pas pu s'inscrire sur les listes électorales mais qu'ils étaient de tout coeur avec elle. Cette déclaration a déclenché des vivas à la Contra. Celle-ci de son côté n'a pas cessé ses basses oeuvres. Ces derniers jours, elle a assassiné un enfant de 2 ans et un homme de 40 ans à Wasmuca (département de Nueva Guinea, à 180 km de Managua). Elle a également séquestré un paysan, attaqué un éleveur de bétail à qui elle a volé ses titres de propriété. Selon les témoins, au cours de ces délits, les contras criaient *Vive l'UNO* et menaçaient les paysans pour qu'ils votent pour Violeta Barrios.



LE CONSEIL SUPREME ELECTORAL EST INDEPENDANT SELON LES OBSERVATEURS DE L'OEA

Managua, 8 décembre (ANN). La mission des observateurs de l'OEA pour les élections nicaraguayennes a présenté son deuxième rapport, qui qualifie le Conseil suprême électoral (CSE) d'indépendant et impartial.

Dans un rapport minutieux qui couvre la période du 13 juillet au 3 novembre 1989 et porte surtout sur le déroulement des inscriptions et sur les manifestations politiques, la mission dit: "En général, les réunions et les manifestations se sont déroulées normalement". Il signale aussi deux exceptions: Les manifestations du Parti social-chrétien, dans la ville de Sebaco, et de l'UNO, à Jalapa, "qui ont été troublées par l'intervention de personnes agressives, dont les agissements ont donné lieu à des insultes et des jets de pierres".

Dans la partie du rapport "principales plaintes et dénonciations", est mentionné une des critiques principales faite par l'opposition sur le *Service militaire patriotique (SMP) obligatoire*. D'après l'opposition, le gouvernement s'est engagé à ne pas faire de recrutement pour le service militaire obligatoire de septembre 1989 à février 1990. Mais l'UNO a dénoncé que la poursuite du recrutement par l'armée, à la suite de quoi le ministère de la défense a publié un communiqué précisant que l'appel lancé correspondait au service de réserve, ce qui n'avait pas été prévu lors des négociations du dialogue national. Mais l'UNO et plusieurs partis d'opposition allèguent que "l'esprit" de cette négociation était d'établir un moratoire sur l'ensemble des conscriptions.

Le rapport de l'OEA sur ce point dit: "Comme la rédaction des accords sur cette question ne précise pas la distinction qu'établit la loi sur le service militaire patriotique entre le service en active et le service de réserve, ceci laisse le champ libre à la controverse". Et il ajoute plus loin: "Il faut signaler que dans les discussions publiques auxquelles a assisté l'observateur délégué par le secrétaire général, cette distinction n'a pas été mentionnée".

Le rapport précise qu'avant cette décision du 12 octobre, le ministère de la défense avait émis un communiqué où il informait que "les dirigeants nationaux, régionaux et municipaux enrégistrés au Conseil suprême électoral comme vérificateurs et membres des bureaux de vote, seront exemptes du service militaire de réserve jusqu'au 1 mars 1990". Cette résolution mettait donc un terme à la controverse sur le recrutement du service militaire.

80% des plaintes et dénonciations relatives aux inscriptions électorales ont été portées par l'UNO et le FSLN. Les principales plaintes concernent les "agissements et interférences" au processus d'inscription, l'intimidation exercée par les militants politiques et la propagande électorale autour des bureaux de votes. L'agression physique n'a eu lieu que très rarement et les dénonciations

sur les inscriptions irrégulières, ou les suppositions de double inscriptions, ont été insignifiantes.

Le document porte aussi sur d'autres aspects du processus électoral comme l'usage de la radio et de la télévision, la couverture par les médias, les manifestations et réunions politiques.

Il signale aussi que, jusqu'à la date de la publication de ce deuxième rapport, le Conseil suprême électoral s'est attelé à sa tâche de réglementation d'une façon "qui prouve son indépendance et son adaptation au besoin de résoudre avec justesse et impartialité les différends qui surgissent entre les partis".

Pour conclure, le texte indique que le secrétaire de l'OEA, Joao Clemente Baena "espère que les conditions générales favorables au déroulement normal du processus électoral seront préservées grâce à un accord sur la cessation des actions armées et la consolidation d'un climat de paix au Nicaragua".

CAMPAGNE ELECTORALE: LES PARTIS SUR LE "QUI-VIVE"

par Martina Hernandez et Ricardo Pino Robles

Managua, 6 décembre, (ANN). La bataille électorale vient d'être inaugurée officiellement le 5 décembre. Huit partis et deux coalitions sont inscrits, mais il n'est pas exclu que cette campagne ne réserve quelques surprises.

D'après les observateurs, la formation la mieux placée est le parti de gouvernement, le FSLN. Les deux coalitions, celle qui regroupe le Parti social-chrétien (PSC) et le Parti populaire social-chrétien, d'une part, et celle de l'UNO d'autre part, se disputent la deuxième place.

Sept autres formations, qui n'ont aucune possibilité d'arriver en tête, participent cependant avec un bon esprit sportif en vue d'atteindre les meilleurs pourcentages possibles le jour des élections générales. Il s'agit des partis suivants: Le Parti conservateur démocrate (PCD) qui avait été la deuxième force aux élections de 1984 mais a récemment perdu un peu de son tonus, le Parti unioniste centraméricain (PUCA), le Parti libéral d'unité nationale (PLIUN), le parti social conservateur (PSOC) et les trois groupes d'extrême-gauche: Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), le Parti marxiste-léniniste (MAP-ML) et le Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR).

Tous les partis présentent leur plate-forme de lutte ou leur programme de gouvernement qui, en cas de triomphe, devrait permettre de résoudre la difficile situation du Nicaragua, qui est particulièrement touché dans le domaine socio-économique à cause de la guerre imposée

par les Etats-Unis.

Le FSLN, avec sa consigne *tout ira mieux*, étend sa propagande dans tout le pays en expliquant que "seul le FSLN peut assurer au Nicaragua la paix, la démocratie et le progrès économique et social".

L'UNO, coalition pro-étasunienne de droite promet d'instaurer un gouvernement de "salut public" qui conduirait le pays sur la voie d'une "vraie révolution démocratique nationale". Mais le point faible de l'UNO est la fragilité de son unité, puisque coexistent en son sein des idéologies impossibles à concilier, comme le sont celles des conservateurs, des libéraux, des socio-chrétiens, des socialistes et des communistes. Les détracteurs de l'UNO affirment que son unité est fondée sur l'énorme aide financière apportée par les Etats-Unis qui ont approuvé un financement de 9 millions de dollars, ignorant la législation nicaraguayenne.

Les socio-chrétiens se targuent d'être une force du centre, entre le FSLN et l'UNO, considérant comme quantité négligeable l'extrême gauche, qui se situe "plus à gauche" que le gouvernement. Ils prétendent "mettre un terme à la guerre" (sans dire comment) et atteindre la paix qui est la "base essentielle pour la réconciliation nationale". Comme l'UNO, les socio-chrétiens veulent une réforme complète de la constitution du Nicaragua et dans le domaine économique, ils promettent de privatiser les entreprises d'Etat et parlent d'une nouvelle loi sur la réforme agraire qui "élargirait les bénéfices donnés aux paysans".

Quant au PUCA, il reproche surtout au FSLN d'avoir introduit la "corruption de l'administration" et à l'UNO d'être "vendue". Comme son nom l'indique, il prône des mesures orientées vers "l'unité centraméricaine", telle que l'avaient rêvé les protagonistes de la lutte contre le colonialisme espagnol.

Le PLIUN est formé de libéraux considérés comme des "progressistes" et parfois même comme des "révolutionnaires". Ils refusent l'hégémonie qu'exercent les Etats-Unis sur l'UNO qu'ils considèrent "traître à la patrie".

Les socio-conservateurs (PSOC), au contraire, sont dirigés par Fernando Aguero, adepte notoire de la dynastie de Somoza, que les conservateurs qualifient de "traître" et que les Sandinistes accusent d'entretenir des liens avec la Contra. Au point de vue idéologique, le PSOC représente les secteurs les plus réactionnaires de la société nicaraguayenne et s'il s'est séparé du Parti d'alliance populaire conservatrice (PAPC), affiliée à l'UNO, c'est seulement à cause de rancunes personnelles envers d'autres dirigeants conservateurs.

Les partis d'extrême-gauche (le PRT, le MUR et le MAP-ML) ne se prononcent pas, dans leurs plates-formes, sur le "pluralisme politique" et le "non-

alignement" qui sont les principes de base de la révolution sandiniste, mais ils rejettent absolument "l'économie mixte", troisième pilier du modèle sandiniste, car ils considèrent que c'est "un modèle typique du système capitaliste".

Tous les partis et alliances disposent d'un financement fourni pas le Conseil suprême électoral (CSE) pour mener leur campagne. Ils ont aussi accès gratuitement à la télévision nationale et aux autres médias suivant leurs moyens.

Le corps électoral est formé de 1.737.114 Nicaraguayens, auxquels s'ajouteront les 1.079 citoyens inscrits à l'étranger qui viendront au Nicaragua pour voter.

HONDURAS

LES ELECTIONS AU MILLIEU DE LA CRISE ET DE L'INTERVENTION ETRANGERE

Tegucigalpa, 4 décembre (ANN). Après près de vingt ans de gouvernements militaires, avec pour seule exception l'élection presque anecdotique de Ramón Cruz, la restauration des élections en 1980 a répondu à une stratégie élaborée par les Etats-Unis contre le Nicaragua, afin de créer des conditions favorables pour eux au Honduras.

Dans les coulisses de ces élections, s'agitait le vrai pouvoir qu'exerce dans ce pays l'ambassade des Etats-Unis et les militaires honduriens qui ont tramé des plans pour assurer la perpétuité de la présence armée des Etats-Unis et de la Contra nicaraguayenne, deux cartes essentielles pour la lutte anti-insurrectionnelle en Amérique centrale face au soi-disant danger que constitue le Nicaragua.

D'après les observateurs politiques, avec les élections du 26 novembre 89 et le triomphe de Rafael Leonardo Callejas, le candidat le plus conservateur, les questions cruciales de l'intervention des Etats-Unis et de la crise économique restent entières. Les résultats électoraux montrent que même si le Parti national conservateur et le Parti libéral restent les forces politiques traditionnelles les plus importantes, les électeurs sont fatigués de l'incapacité de ces deux partis à résoudre les graves problèmes du pays. L'abstentionnisme qui avait été de 20% en 1980, 1981 et 1985, est passé à 80%, ce qui montre à quel point la conscience populaire refuse de cautionner une campagne qui a soigneusement évité d'abord les sujets brûlants.

En effet, les candidats ont sagement omis de parler de sujets comme des bases et des manœuvres militaires de l'armée des Etats-Unis, de l'occupation du territoire, de

la crise économique, de la violation des droits de l'homme, des problèmes du sous-développement et de la misère. D'après plusieurs politologues, un autre thème essentiel est l'affaiblissement de l'Etat et la perte de souveraineté du pays.

Le président élu, Rafael Leonarodo Callejas, âgé de 48 ans vient d'une famille de grands propriétaires fonciers et appartient à la *nouvelle droite* du Parti national. Il est diplômé en économie agricole d'une université étatsunienne et il a été sous le régime général de Lopez Arellano, membre du conseil supérieur pour la planification économique de 1975 à 1979. Sous les gouvernements militaires de Juan Alberto Melgar et de Policarpo Paz il a été ministre de l'environnement. En 1982 il a fondé, avec le général Gustavo Alvarez, l'*Association pour le progrès du Honduras*, APROH, association profondément anti-communiste.

En 1988, un juge membre du Parti national avait dénoncé les liens de Callejas avec le trafic de drogue international. En avril de la même année, il avait été impliqué avec d'autres membres du parti et de hauts officiers dans l'achat de dollars pour la Contra provenant de l'aide militaire des Etats-Unis.

Callejas est partisan d'une libéralisation totale de l'économie et de la réduction du rôle de l'Etat dans les questions économiques, ce qui laisse penser que la vulnérabilité du Honduras vis-à-vis des pressions politiques et économiques des Etats-Unis va augmenter.

Il est fort probable que la situation au Honduras devient plus difficile en ce qui concerne la souveraineté, les droits de l'homme, le sous-développement et la misère. L'ambassade des Etats-Unis restera une épée de damocles et les militaires seront finalement les arbitres de la situation.

El Salvador

AU SALVADOR, LE FASCISME GOUVERNE

par Orlando Nuñez. Repris de *Barricada* du 1er décembre.

Managua, le 6 décembre, (ANN). Voilà un demi siècle, le fascisme européen échouait dans sa tentative d'en finir avec les activités et les idées les plus progressistes de l'époque. Il échouait aussi dans sa version américaine allant du MacCarthysme des Etats-Unis jusqu'aux sinistres chemises brunes d'Amérique latine.

Mais les germes du fascisme n'ont pas abandonné les casernes du nouveau monde, ils sont là, ultime recours de l'imperialisme pour exorciser le fantôme des révolutions.

Dans un premier temps, ces germes ont été testés dans le cône sud pour écraser les mouvements de libération. Maintenant, ils sont inoculés à l'expérience anti-insurrectionnelle du Salvador. Le virus se reproduit et se modernise de casernes en casernes: De Washington à Buenos Aires, de Santiago du Chili à San Salvador. Son but est toujours le même: Anéantir toute espèce de liberté par le terrorisme d'Etat, au nom de l'anti-communisme.

L'Etat capitaliste se définit par le pouvoir dont jouit une classe pour en écraser une autre; l'Etat fasciste lui, correspond à l'impuissance d'une classe à en exploiter une autre à sa guise. Il est la réaction d'un organisme qui résiste à la mort, l'héritage douloureux d'une agonie historique. Il ne s'agit pas d'exploiter ou d'opprimer les travailleurs, mais d'exterminer tout individu, toute classe ou secteur social considéré comme ennemi. Il s'agit d'une force militaire fondamentaliste qui s'appuie sur l'armée ou sur un secteur social, devient totalement autonome du reste de la société civile et déclare la guerre totale à tous ceux qui ne se soumettent pas à son projet.(...) Le fascisme prend naissance sous forme d'un groupe ou d'un mouvement d'extrême-droite; ce groupe de pression est directement lié à l'appareil d'Etat: Un exemple très proche, le mouvement *Costa Rica libre*. Le fascisme peut aussi se développer à partir d'une classe politique ou d'un groupe militaire émanant directement de l'Etat, comme la *tandona* (force militaire qui défend les intérêts de l'oligarchie, note de la traductrice) à l'intérieur de l'armée salvadorienne.

Les dictatures militaires naissent comme "solution" à la faiblesse du gouvernement civil et les régimes fascistes comme solution à la faiblesse des forces armées.

C'est ainsi que Pinochet au Chili et d'Aubuisson au Salvador le conçoivent. Il ne s'agit pas d'une dictature militaire défendant et imposant un système social, il s'agit d'une force terroriste incapable de défendre ou d'imposer un système social qui rompt définitivement avec les institutions, avec l'humanisme et déclare la guerre totale au peuple.(...) Dans la société fasciste on pêche par action, par omission et également par la pensée. La guerre se déchaîne contre les mouvements armés, contre la science, contre l'art, la culture, la religion ou la politique, sauf si les intellectuels, les artistes, les religieux et les hommes politiques s'allient à la bureaucratie fasciste. Le fascisme déborde le cadre politique et s'infiltré dans tous les aspects de la vie.

Après la deuxième guerre mondiale, le fascisme latino-américain clairement anti-communiste s'est développé avec le soutien de la politique étrangère des Etats-Unis. Ceux-ci ont tenté de combiner une façade de démocratie et de légalité et un comportement fasciste illégal apparemment incontrôlé. Le congrès des Etats-Unis et la CIA, les gouvernements démocratiquement élus d'Amérique latine et les escadrons de la mort: En d'autres termes les agissements légaux couvrant les acti-

vités illégales et le travail sale des uns n'est que celui que les autres ne doivent pas faire ouvertement. La politique des Etats-Unis en Amérique centrale en est un exemple frappant: Le congrès des Etats-Unis se présente aux yeux du monde comme une parfaite démocratie tandis que parallèlement, on planifie secrètement des crimes contre-révolutionnaires par l'intermédiaire de la CIA et de la Contra nicaraguayenne. La tactique utilisée au Salvador en est un autre exemple: Les Etats-Unis présentent le gouvernement de Cristiani comme un gouvernement librement élu et respectueux des droits de l'homme et en même temps, en faisant semblant de pudeur, ils appuient les forces fascistes créées sous leur protection.

Au Salvador le fascisme démontre l'impuissance et le cynisme de la démocratie des Etats-Unis et de ses espions en Amérique centrale. Ils parlent de démocratie alors que les escadrons de la mort assassinent des guerrilleros, des évêques, des religieuses, des journalistes, des syndicalistes, des instituteurs, des étudiants, des ouvriers, des paysans et des jeunes. Nos démocrates d'Amérique centrale pourraient justifier ces crimes en racontant qu'il s'agit de communistes et de guerrilleros ou de gens qui les aident. Mais les bombardements de San Salvador contre la population civile désarmée dénoncent les mensonges des plus hypocrites contre-révolutionnaires du monde libre.

Le fascisme est criminel, heureusement il n'est pas immortel car il est vulnérable à l'antidote populaire et à l'audace révolutionnaire.(...) Le monde commence à bouger, les peuples s'organisent et se rebellent contre la terreur fasciste, les mouvements de libération nationale débordent lentement mais sûrement les gouvernements et les civilisations fascistes nourris par l'administration des Etats-Unis. Dans tout le continent se lève une solidarité militante avec le peuple salvadorien, isolant le gouvernement fasciste et criminel de Cristiani et le parrainage imperialiste de Bush.

Les peuples d'Amérique latine savent que la lutte du FMLN est une lutte pour la vie, ils savent que le génocide perpétré par le gouvernement salvadorien est un projet mort. Certains se disent paladins de la liberté, d'autres sauveurs de Cristiani; pour les peuples, ce sont tous des fascistes et pour l'histoire se sont tous des assassins.

ANN est un projet de la contre-information

EL SALVADOR: UN CRIME CONTRE L'INTELLIGENCE

Managua, 6 décembre (ANN). Le jeudi 16 novembre, jour anniversaire du massacre de la mission du Paraguay, l'assassinat de six jésuites de l'université centraméricaine de San Salvador scellait définitivement l'alliance de ces hommes avec l'humanité opprimée. Aucun de ceux qui les ont connus personnellement ou qui ont connu leur travail ne peut accepter leur mort, oeuvre de la barbarie contre l'intelligence si l'on songe au fait d'avoir déchargé des fusils mitrailleurs sur leurs têtes et d'avoir extrait les cerveaux. Au Nicaragua, où tous étaient appréciés et où certains avaient travaillé, la blessure ne se referme pas. Le quotidien "El Nuevo Diario" a consacré son supplément littéraire du 2 décembre au souvenir de ces nouveaux martyrs, en particulier Amado Lopez et Ignacio Ellacuria. Nous vous proposons quelques extraits qui reflètent leur pensée.

Amado Lopez, surnommé *Piocha* par ses amis, a été recteur de l'Université centraméricaine de Managua UCA. En août 1979, il avait participé à un séminaire consacré à la nouvelle politique de l'éducation. *Piocha* avait parlé du rôle de l'UCA et de l'espoir apporté par les changements en cours. Après son départ au Salvador en 1984, il a entretenu une correspondance régulière avec ses amis nicaraguayens.

L'UCA PORTE UN PECHE ORIGINAL

"Pour pouvoir oeuvrer à une transformation radicale de l'UCA, pour que le processus révolutionnaire passe par cette université et pour qu'elle contribue à la construction du Nicaragua nouveau, patrie des hommes libres et véritable patrimoine des classes sociales majoritaires et de ceux qui se sont solidarisées avec elles, il faut que nous soyons lucides quant aux éléments adverses mais aussi favorables qui conditionnent notre tâche, véritable combat et authentique lutte.

Voyons en premier lieu les conditions qui ont présidé à sa création. La naissance de cette université obéit à des lois historiques déterminées. Précisément lorsque les jeunes universitaires de l'université nationale autonome du Nicaragua (UNAN) commençaient à s'engager pour un changement révolutionnaire inspiré de Sandino, les représentants de l'entreprise privée concurrençaient le projet d'une université privée au Nicaragua. Il s'agissait davantage de renforcer les classes dominantes par la formation de cadres solides et sérieux que de mettre la science et la recherche au service de la majorité opprimée. Ce projet était une tentative pour opposer la tranquillité d'un campus discipliné à l'agitation des amphithéâtres de l'UNAN. Le but était de creuser une tranchée défensive face au danger communiste, plus que de s'attaquer aux causes profondes du désordre structurel qui régnait au Nicaragua. Ce projet était par essence ce-

lui du système global dominant dans le pays et s'inscrivait dans un plan plus large qui allait au delà des frontières nicaraguayennes.

En effet, quel qu'ait été le développement des universités privées en Amérique latine, leur origine historique est toujours marquée par un projet culturel et idéologique bourgeois.

Cependant, malgré ce défaut de fabrication, malgré le péché originel, les intérêts des classes opprimées ont pesé grâce aux luttes sur le développement de l'UCA. A contre-courant du projet originel, les étudiants, les professeurs et le personnel administratif de l'UCA se sont lancés dans une véritable course d'obstacles pour essayer de modifier lentement dans la pratique les objectifs initiaux de l'institution. La présence de la garde nationale sur le campus témoigne qu'à certains moments du développement historique de cette université, le système qui l'avait conçue en est arrivé à la considérer comme une menace. Cependant, il est également évident que l'UCA doit rompre clairement avec ses origines pour devenir une institution culturelle révolutionnaire et contribuer au processus révolutionnaire nicaraguayen. (...) Plus que jamais, la réalité nationale que nous devons contribuer à changer radicalement se trouve hors de l'université. Si celle-ci met ses propres intérêts au-dessus de tout, elle est condamnée à disparaître dans ce processus révolutionnaire (...). L'UCA doit construire une rationalité. Une université n'est pas l'instrument politique principal ni le plus apte pour exécuter un projet révolutionnaire. (...) Mais elle peut s'arrêter pour penser à maintenir une tension entre l'urgence de l'action et l'urgence de la théorie. (...) La théorie et la pratique sont deux pôles dialectiques d'une conduite humaine transformatrice de la réalité. Nous ne devons pas apprendre seulement dans des séminaires ce qu'a été la lutte pour forger un nouveau Nicaragua. Nous ne devons pas apprendre seulement dans les séminaires à aimer les paysans, les journaliers, les ouvriers et le marginaux de notre société.

L'UCA doit sortir de ses murs (...). Dans cette université, l'on doit dépasser la division entre le travail intellectuel et le travail manuel, la division entre la ville et la campagne (...). Ce n'est pas pour rien que j'ai signalé au début que notre travail ressemble à un combat. C'est en effet une lutte idéologique contre le poids brutal de l'inertie bourgeoise qui dort au fond de chacun d'entre nous (...). Oui, mes amis, il s'agit de construire le nouveau en oubliant l'ancien (...). Ainsi donc, tout le monde au travail! Ce n'est pas le moment de se reposer, c'est le moment de continuer à lutter et à travailler pour qu'au Nicaragua n'avortent ni les nouvelles structures ni l'homme nouveau. Et pour que l'UCA, en se transformant, apporte sa modeste contribution."

LETTRE DU SALVADOR 1985

"Quand je vais dire la messe dans les quartiers populai-

res, quand les gens lisent la liste de leurs martyrs, je suis touché. Parfois, j'ai du mal à retenir mes larmes, en pensant aux séminaristes qui ont été assassinés, en voyant les familles.

L'expérience du Nicaragua m'a permis de comprendre tout ça, de voir le peuple d'une autre manière, d'apprécier son courage, sa foi, son esprit indomptable et de mesurer la terrible oppression qui semble ici la chose la plus naturelle. Je donne un cours d'été sur l'éthique à des économistes et des étudiants.

Comme ils sont touchés par des analyses simples et évidentes! Cela me fait plaisir de donner ce cours; les étudiants sont environ 90, l'immense majorité d'entre eux vient fidèlement tous les jours.

J'ai réussi à établir une grande confiance, une grande participation et une ambiance de compréhension. C'est pour cela que ce pays m'impressionne, l'inconscience de la classe moyenne, même des plus ouverts, la souffrance du peuple, l'extrême dureté des riches. "Les jésuites sont communistes", pour eux c'est indiscutable. Une fois, j'ai dû remplacer un curé dans un secteur riche, j'ai été épouvanté en parlant à ces gens, tous habillés comme pour un fête. Je venais juste de célébrer une autre messe dans un quartier qui a beaucoup souffert, un prêtre assassiné, une religieuse aussi, des gens qui ont dû partir vivre ailleurs, le presbytère détruit par une bombe, des centaines d'assassinés et de disparus il y a trois ou quatre ans. Ces gens ont souffert, ils ont perdu leurs parents, ils sont sans emplois...Ce contraste entre les deux messes, sans parler de l'enthousiasme, de la participation, de l'acceptation des uns et de la distance, de l'attitude de spectateurs des autres. C'est ça l'évangile, dans nos peuples, ce n'est pas une question d'idées, c'est la réalité. Maintenant nous allons peut-être reprendre une paroisse qui n'a plus de prêtre; 30% des paroisses n'ont plus de curé; les uns sont morts et les autres ont dû quitter le pays."

IGNACIO ELLACURIA

Il était devenu un symbole très dérangeant pour la droite salvadorienne. Pour lui, l'université devait être la conscience critique de la société, la caisse de résonance des problèmes du Salvador. Ce philosophe de talent (il avait été le plus étroit collaborateur du philosophe espagnol Xavier Zubiri), disait à ses élèves que la théologie était plus urgente que la philosophie en Amérique latine. Un de ses disciples nicaraguayens, Emilio Baltodano, explique: "Il accordait beaucoup d'importance à la pensée comme guide pour s'orienter dans la société et il était convaincu de pouvoir transformateur des idées. Parfois nous l'avons questionné sur son activité, lui demandant si elle était adéquate dans la situation salvadorienne, s'il ne valait pas mieux travailler dans une paroisse, ou organiser le peuple dans les syndicats et les partis, ou simplement travailler directement dans la révolution. Mais il

avait une énorme confiance dans la pensée. Il disait qu'au bout du compte il y avait autant de risque à faire ce qu'il faisait qu'à faire ce que nous proposons. Et les événements l'ont prouvé. En fait, c'est son engagement comme intellectuel qui l'a conduit à la mort. Le 6 novembre 1989, quelques jours avant sa mort, il avait prononcé à Barcelone un discours dans lequel il analysait le rôle que doivent jouer les intellectuels chrétiens aux côtés des pauvres dans la recherche de nouveaux chemins.

DISCOURS DE BARCELONA

Il s'agit de créer des modèles économiques, politiques et culturels qui permettent d'arriver à une civilisation du travail capable de remplacer la civilisation du capital; et c'est là que les intellectuels de toutes sortes, c'est-à-dire les théoriciens critiques de la réalité sont mis au défi et confrontés à une tâche urgente. Il n'est pas suffisant de critiquer et de détruire, il faut aussi une construction critique, qui serve vraiment d'option.

C'est cet état d'esprit qu'on retrouve dans les états socialistes qui traversent une profonde crise de reconversion. Seule une vision aveugle de l'histoire pourrait interpréter celle-ci comme un simple changement du capitalisme d'Etat, avec ses structures sociales, politiques et idéologiques, vers un capitalisme privé de classes. Ce type d'approche existe aussi dans quelques mouvements révolutionnaires d'Amérique latine, entre autres chez les Sandinistes et dans le FMLN. Mais il reste marginal dans les pays strictement capitalistes qui se sentent confortés par la *pérestroïka* de certains pays socialistes ou par l'exode de plusieurs milliers de leurs citoyens. Ils considèrent que ce sont les autres qui doivent changer en les imitant, ils croient à la démocratisation du socialisme, insuffisante à beaucoup d'égards et ils refusent de procéder à une socialisation équivalente de ce qu'on appelle les *démocraties libérales*, et surtout pas à une socialisation qui dépasserait leurs frontières nationales ou régionales et tiendrait compte de l'humanité entière. Au contraire, ils prétendent démocratiser l'humanité pour la faire rentrer ainsi dans une civilisation du capital.

Face à cette vague idéologique, il faut d'abord dénoncer le piège idéologique, mais aussi élaborer des modèles qui, par un échange fructueux entre la théorie et la pratique, puissent offrir un débouché concret vers un idéal, des modèles qui ne soient pas flous, mais moteurs d'une construction historique. (...) On dit souvent que l'université doit être impartiale. Nous croyons qu'il n'en est rien. L'université doit prétendre être libre et objective, mais l'objectivité et la liberté peuvent exiger la partialité. Nous sommes donc librement partiaux, poussés par notre objectivité. Nous sommes partiaux en faveur de la majorité du peuple, justement parce que c'est lui qui est opprimé et parce que c'est dans le peuple que se trouve la vérité de la vie, en négatif et en positif.

Comme université, l'UCA a pris une option préférentiel-

le pour les pauvres, et c'est à partir de leur réalité et de toutes ses expressions, qui interrogent et remettent en cause, qu'elle apprend. Elle prend parti pour les pauvres afin de découvrir la vérité au sujet des événements et c'est tous ensemble que nous devons chercher à découvrir la vérité. (...) Au Salvador, même l'extrême-droite et la droite en général ont fini par reconnaître que le problème fondamental du pays n'est plus la pauvreté, mais la misère qui frappe 60% de la population. Cette misère est présente à quelques kilomètres du centre même du capitalisme international, si l'on considère que les distances sont réduites de nos jours; et cela montre bien la vision que la civilisation du capital a d'elle-même, bien qu'elle se considère être la civilisation occidentale et chrétienne et un modèle de vie démocratique. La vérité est tout autre: Cette civilisation n'est pas chrétienne car elle cohabite en toute tranquillité avec de multiples formes de pauvreté et d'exploitation de l'homme dont elle est l'origine. Elle n'est pas démocratique parce qu'elle bafoue la volonté de la majorité de l'humanité et la souveraineté des autres nations, parce qu'elle bafoue les résolutions qui ont recueilli des votes largement majoritaires aux Nations unies ou les verdicts du tribunal de La Haye.

UNE VERITE MADE IN USA?

par Michèle Faure

Managua, 11 décembre (ANN). Les investigations entreprises pour retrouver les auteurs de l'assassinat des six jésuites, de la cuisinière et de sa fille, perpétré à l'intérieur de l'Université centraméricaine, n'a pour l'instant rien donné. Tandis que le FBI est entré en action tant aux Etats-Unis qu'au Salvador, l'Eglise accuse Washington de mettre des obstacles à l'enquête.

Si le crime a fait scandale parmi des milliers de gens au Salvador et dans le monde, il existe une personne dont la vie a complètement basculé le 16 décembre au petit matin lorsque environ 30 hommes en uniforme ont surgi dans la résidence de l'université centraméricaine. Elle s'appelle *Lucia Barrera* et elle était femme de ménage de l'UCA. Le 15 au soir, effrayée par la présence de l'armée dans le quartier et par les combats dans la capitale, elle a décidé de rester dormir à l'université et elle a tout vu. Ce détail n'avait pas été prévu par les assassins qui, selon des témoins, étaient venus quelques jours auparavant faire une visite dans la résidence des jésuites et avaient pris quelques renseignements sur ses occupants.

Après le crime, Lucia Barrera est restée cachée pendant plusieurs jours, avant de réapparaître à l'ambassade d'Espagne, où elle a été entendue par les responsables de l'enquête. Puis, accompagnée du secrétaire d'Etat français aux droits de l'homme, Bernard Kouchner, elle a été emmenée avec toute sa famille aux Etats-Unis. Il

s'agissait de la soustraire aux pressions des escadrons de la mort et de la mettre sous la protection du FBI.

Les autorités salvadoriennes ont estimé que ses déclarations, qui mettaient en cause les forces armées, n'étaient pas décisives. L'Eglise a protesté et a demandé pourquoi l'on n'interrogeait pas les militaires qui étaient déployés dans le quartier la nuit où les trente hommes se sont introduits dans l'université. Voyant que l'enquête piétinait, l'archevêque a publié un rapport qui conclut, au vu des indices et des évidences, que les criminels sont membres des forces armées.

D'ailleurs, peu après, de jeunes officiers ont envoyé à la presse une lettre dans laquelle ils affirment que l'ordre de tuer les jésuites est venu du *colonel Hector Hernandez*, directeur de la police des douanes. Ils signalent également qu'il ne peut y avoir de doute quant au fait que le haut commandement a approuvé cette action, puisqu'elle a eu lieu à l'intérieur de la zone de sécurité qui entoure l'état major après le couvre-feu.

Le 10 décembre, dans son homélie dominicale, Mgr Rivera y Damas, généralement considéré comme un modéré, a dénoncé les Etats-Unis: "Ils disent qu'ils veulent améliorer l'administration de la justice au Salvador, mais en réalité dans l'enquête sur l'assassinat des jésuites, ils y mettent des obstacles". Il les accuse d'avoir exercé des pressions sur Lucia Barrera, la menaçant entre autres de la renvoyer au Salvador si elle ne revenait pas sur ses déclarations. Il a même parlé d'un "véritable lavage de cerveau". Pour sa part, l'avocat de l'Eglise a déclaré que l'interrogatoire auquel a été soumis le témoin a été "violent et agressif", ce qui explique pourquoi Lucia Barrera s'est retractée; plus tard, après que se soient terminés les interrogatoires et les pressions, elle est revenue à ses premières affirmations.

Au Salvador, les autorités mènent l'enquête avec l'aide du FBI. C'est dire si les Etats-Unis sont présents dans l'affaire.

Cette situation peut s'expliquer par le fait que le crime a provoqué une forte réaction internationale et que le congrès s'est ému au point d'envisager la suspension de l'aide au gouvernement Cristiani si toute la lumière n'était pas faite. De ce point de vue, l'assassinat des jésuites gêne considérablement Washington, obligé en l'absence de solution de réchange de soutenir un régime qui a choisi la barbarie.

Introduire le doute dans l'opinion internationale en suggérant que le FMLN pourrait être le coupable offrirait une "solution" acceptable: On pourrait aussi trouver et punir quelques sous-fifres de l'armée pour terminer l'affaire sans toucher aux véritables criminels, à savoir l'extrême-droite et le gouvernement civil qui est sa façade politique. Mais dans l'un comme dans l'autre des cas, il faudra au moins tout le "prestige" du FBI pour que les

alliés des Etats-Unis puissent avec un minimum de décence faire semblant de croire à cette nouvelle "vérite".

Ecologie

UNE FONDATION NICARAGUAYENNE POUR LA PRESERVATION DE LA NATURE

Managua, 4 déc (ANN). Au cours du deuxième congrès national de biologie et d'écologie qui s'est déroulé du 1er au 3 décembre, la création d'une fondation nicaraguayenne pour la préservation de la nature a été proposée.

Comme l'a souligné *Jaime Incer*, éminent écologiste nicaraguayen, cette fondation permettrait de solliciter des fonds à l'extérieur pour financer une stratégie globale et des projets ponctuels destinés à préserver l'équilibre écologique du pays. Selon J.Incer, on peut faire beaucoup dans ce domaine, malgré les faibles ressources que le gouvernement peut investir dans cette activité. Il est relativement facile d'obtenir des financements pour ces projets, car il existe des organismes non-gouvernementaux (ONG) et des fondations qui aident la préservation des forêts tropicales humides.

Dans la situation économique actuelle, une fondation pourrait collaborer avec l'Etat. Les forêts sont plus importantes que l'exploitation du bois qu'elles produisent, selon J.Incer. Celui-ci estime qu'il est absolument indispensable de mettre en oeuvre des projets tels que le sauvetage de la forêt tropicale humide du fleuve San Juan, frontière naturelle avec le Costa Rica. La faune et la flore de cette zone sont les plus riches et les plus variées. Si la construction du canal inter-océanique dans cette région se concrétisait, il faudrait absolument faire une étude approfondie de l'équilibre écologique.

Théoriquement, il existe au Nicaragua 19 zones protégées dans la région du Pacifique, mais à cause des difficultés que traverse le pays, il n'y a pas un seul garde forestier, a précisé J.Incer. *L'union internationale pour la conservation de la nature et le fonds de conservation de la nature*, entre autres, soutiennent financièrement et techniquement plusieurs projets pour la préservation du bassin du fleuve San Juan. Ces organismes ont élaboré des études sur ses ressources naturelles et sur sa situation actuelle.

Le Nicaragua fait de sérieux efforts dans le domaine de la recherche scientifique afin de définir une stratégie nationale pour la préservation de la nature. De nombreuses institutions s'y investissent, en particulier la direction des ressources naturelles et de l'environnement (DIRENA), l'institut nicaraguayen de la pêche (INPESCA), l'association des biologistes et écologistes, ainsi que le mouvement pour la défense de l'environnement.

Flash électoral

COMBAT DES CHEFS DANS L'UNO

Les conseillers personnels de la candidate Violeta Barrios de Chamorro et les membres du conseil politique de l'UNO sont en guerre et l'affichent dans *la Prensa*. Le quotidien dénonce de soi-disant "rencontres et conversations" entre 3 membres de l'UNO et le FSLN, pour créer un "gouvernement d'union nationale" dans le dos de l'UNO. Cette accusation, portée contre Eli Altamirano du Parti communiste, Gustavo Tablada et Ivan Salvador Madriz du Parti socialiste nicaraguayen, aurait pour objectif d'affaiblir la tendance la moins à droite et de renforcer les plus "pro-Etats-Unis". Mais la lutte la plus aigre reste celle pour le contrôle des fonds versés généreusement par les Etats-Unis dans les caisses de l'UNO.

Toutes ces manoeuvres des conseillers personnels de Violeta Barrios pourraient conduire à une désintégration de l'UNO et renforcer les partis de droite minoritaires tels que le Parti conservateur démocrate et le Parti social chrétien.

Les derniers sondages donnant un très net avantage au FSLN ne sont peut-être pas étrangers à la montée de la tension dans les rangs de l'UNO. Le FSLN est et reste uni, il est au plan national et international le seul parti apte à gouverner le pays.

APRES MASATEPE DEUX DIRIGEANTS DE L'UNO DEMISSIONNENT

Le responsable départemental de Masaya pour le Parti national conservateur (PCN), extrême droite de l'UNO, Ali Mahmud Mora et le principal organisateur de la manifestation de Masatepe, candidat aux municipales, Jeremias Mahmud Mora, ont condamné les actes de violences de l'UNO.

Dès lundi, Jeremias Mahmud retire sa candidature devant le Conseil suprême électoral. Tous deux ont démissionné de l'UNO en dénonçant ces actes lamentables.

AUFSTAND IN EL SALVADOR

JETZT
ALLES FÜR
DAS VOLK
ALLES FÜR
DIE FMLN



USARAUS AUS ZENTRALAMERIKA
NATIONALE DEMO
16. DEZ. 89 13³⁰ BERN

BESAMMLUNG: BHF. AUSGANG - NEUENGASSE



AGENCIA NUEVA NICARAGUA

SERVICE

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publié également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Téléphone: 01/382'04'66. Télex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

RESEAU DE SOLIDARITE

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

ANN offre: **Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale** format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): CHF 10.-/FF40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre Attention, il n'y en a plus beaucoup en stock. Prix de solidarité: FF 250/FF 65.- plus frais d'expédition CHF 4.50. Votre paiement (par cheque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Librería El Cóndor, Obere Zäune 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou par télécopie.

Prix par paquet:

- télécopie CHF 255.-

- télex CHF 480.-

- mailbox CHF 195.-

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de CHF 65.-, FF 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

El Salvador: Manifestation nationale contre une intervention des Etats-Unis en Amérique centrale. A 13h30 à Berne, à la gare, sortie Neuenengasse.

ACTUALITE: PHOTOS DES CANDIDATS

ANN offre des photos de tous les candidats se présentant aux élections présidentielles.

Prix à convenir.

JA/PP
8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite